

FAITS DIVERS

À 15 ans, elle « emprunte » le taxi de son père pour aller manger un kebab

Mercredi, à 22 h, cette jeune fille de 15 ans, qui vit aux Quatre-Moulins, souhaite rejoindre ses copines, qui se régalaient d'un kebab, place de la Liberté. Elle subtilise les clés de la voiture de son père, une Honda Accord, flanquée de son enseigne lumineuse, puisque son père exerce la profession de taxi. L'adolescente parvient à rejoindre ses amis mais, en voulant se garer, enfonce le pare-chocs et crève deux pneus en fonçant dans le trottoir, devant ledit kebab. Visiblement, elle ne manie pas la conduite avec boîte automatique :

« Ma mère m'avait montré comment ça marchait, mais j'ai été surprise. La voiture de mon père n'a que deux pédales », explique-t-elle plus tard.

Une équipe de policiers du Groupe de sécurité de proximité, étonnés de voir la fâcheuse posture du taxi, contrôle sa conductrice, bien en peine de présenter un permis. Ramenée au commissariat, puis à son père, la jeune fille verra son sort judiciaire éclairci par la justice des mineurs dans les semaines à venir. Elle pourrait être poursuivie pour conduite sans permis et défaut de maîtrise.

Appel à témoins après un accident survenu boulevard Léon-Blum

Le 17 décembre, une adolescente de 15 ans qui attendait son bus à l'arrêt « Blum », boulevard Léon-Blum, a été percutée par un véhicule. Elle a été blessée et le véhicule, un Volkswagen Touran de couleur grise ou noire, a perdu, sous le choc, une partie de son rétroviseur droit.

Son conducteur, qui a pris la fuite, ou toute personne susceptible de faire avancer l'enquête, est invité à se manifester au commissariat central de Brest, ou à prendre contact aux 02.98.43.77.42 (brigade accident) ou 02.98.43.77.77 (standard).

SOCIAL

Urgences de la Cavale Blanche. Préavis de grève pour lundi

La CFDT a déposé un préavis de grève concernant les personnels des urgences de la Cavale Blanche, de 15 h 30 à 16 h 30, pour lundi, étendu à l'ensemble des personnels non médicaux et médicaux, du CHRU Brest-Carhaix. Le rassemblement aura lieu devant l'entrée des urgences.

Les revendications portent sur « l'allocation de moyens supplémentaires en personnels soignants et administratifs, pour stopper l'épuisement professionnel en cours, afin d'assurer la

sécurité des patients ; l'évaluation de la charge de travail réelle face à l'augmentation du nombre de passage aux urgences ; l'organisation de la sortie du patient vers l'hospitalisation, pour désengorger les urgences et éviter le rajout sauvage de nombreux patients dans les couloirs, sans surveillance appropriée ; la prise en compte et compensation rapide de l'absentéisme des agents et la protection physique des secrétaires face à la violence, à l'accueil des urgences ».

À SAVOIR

Société d'horticulture de Brest. Réunion annuelle demain, dès 14 h 30, à la Maison des associations, 6, rue Pen-ar-Creac'h.

Présentation des activités à venir (visites, conférences, etc.). Gratuit. Contact : courrier électronique, nanis29@wanadoo.fr

Soldes*

literie MICHEL

NOUVEAUTÉS 2016

* Suivant dates légales en vigueur du 6 janvier au 16 février.

ZAC Kergaradec (entre Darty et Castorama) - BREST - 02.98.02.80.19
Rue Goarem Vian - MORLAIX - 02.98.88.11.79

www.literie-michel.com

SAINT-BRIEUC • SAINT-MALO • LANNION • VANNES • LORIENT

Palestine. Deux Brestoïis engagés pour la paix

Deux Brestoïis s'appêtent à rejoindre un groupe de volontaires internationaux déployés trois mois en Palestine. Leur objectif : tenter d'améliorer ou d'apaiser un quotidien sous haute tension. Une plate-forme participative a même été ouverte pour soutenir leur initiative.

Pour Laurent et Corinne Mérier, il ne s'agit pas d'une démarche politique ni essentiellement religieuse, puisqu'ils iront au contact de communautés diverses.



Accompagner et aider des enfants à passer un checkpoint pour aller à l'école. Soutenir des familles fraîchement expulsées de leur maison. Rencontrer des associations qui œuvrent pour la paix et les encourager. Soutenir les communautés chrétiennes sur place. Voilà la mission protéiforme de Laurent et Corinne Mérier, entre février et mai prochains. S'ils savent pertinemment qu'ils ne changeront pas la face du monde, ils souhaitent apporter leur pierre, leur goutte d'eau et se rendre le plus utiles possible.

« Armée d'occupation »

Habitué à aller courir le monde, sac sur le dos, cet ancien préfet maritime de l'Atlantique et son épouse depuis 44 ans, se sont rendus en Palestine, en octobre. Voir pour tenter de mieux comprendre ce conflit complexe, au-delà des prismes subjectifs des deux camps. En posant pour la première fois le pied en Israël et en Palestine, ils découvrent « deux pays en guerre et un peuple sous l'oppression d'une véritable armée d'occupation ».

« Nous y arrivions sans a priori, en connaissant la situation globale,

mais sans plus ». Immédiatement, les jets de pierre, les contrôles réguliers, les dégâts dans les champs d'oliviers et les attaques nocturnes de troupes leur ont sauté au visage. « Nous avons très mal vécu cette impression perpétuelle de tensions et d'oppression et puis nous nous sommes décidés à agir. (...) La recherche de sécurité, côté israélien, ne peut justifier une telle situation ».

Aider au quotidien

De retour en France, ils contactent les référents du Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël. Une organisation qui rassemble des volontaires du monde entier pour des séjours de soutien de trois mois aux populations palestiniennes.

« Notre but, c'est de tenter d'améliorer le quotidien de ces populations très en demande. Montrer qu'on est là, qu'on encourage les initiatives de paix dans un pays déchiré de toutes parts ».

La présence de ces agents de la paix, reconnaissables à leur gilet spécifique sur le dos, permet d'apaiser certaines tensions dans les quartiers et

les campagnes les plus exposés. « Nous travaillerons, plus spécialement, dans les zones où les colons exercent une pression difficile à comprendre pour des observateurs extérieurs. (...) On espère que ce voyage nous aidera à mieux comprendre, à capter les subtilités d'un conflit qui semble pour bon nombre d'Israéliens et de Palestiniens complètement dans l'impasse ».

Soutien ou incompréhension

Logés dans des appartements mis à disposition par l'organisation, les volontaires seront répartis en fonction des missions et des besoins identifiés. « Malgré des formations spécifiques de quelques jours, on part dans l'inconnu. Mais cela nous plaît d'associer des gens par le biais de cette plateforme participative. Même si, parfois, dans notre entourage, on se demande vraiment ce que l'on va faire dans cette région du monde ! ». La cause palestinienne étant encore très loin de faire l'unanimité.

▼ Pratique

www.kengo.bzh/projet/mission-de-paix-pour-deux-brestoïis

Hôpitaux. Le projet de fusion inquiète

Delphine Tanguy

Mis sur la place publique par le syndicat Sud Santé, un projet de fusion entre le CHRU de Brest et le Centre hospitalier intercommunal de Cornouaille (Chic) fait naître de vives inquiétudes. Des répercussions sur l'emploi mais aussi le transfert d'activités sont à craindre.

Une note juridique en date du 1^{er} décembre, et émanant d'un cabinet d'avocats d'Aix-en-Provence, adressé au directeur du Centre hospitalier intercommunal de Cornouaille (Chic) sur la fusion entre deux établissements publics de santé, suscite de vives inquiétudes de la part des représentants de Sud Santé qui en a eu connaissance. « Les directeurs du Chic et du CHRU de Brest combinent, depuis quelques mois, un rapprochement, sans en avertir les représentants du personnel

ni ceux des usagers et en cachant à une partie de la communauté médicale les implications », s'indigne Jean-Paul Sénéchal, secrétaire départemental de Sud Santé.

Porter le débat sur la place publique

« L'hypothèse a déjà été évoquée très vaguement lors d'un séminaire avec les équipes médicales des deux établissements, à Crozon, à l'automne. En décembre, la question a été posée en comité technique d'établissement mais le directeur du Chic a affirmé qu'il n'y avait pas d'autre projet que le groupement hospitalier territorial pour le Sud-Finistère. Quelques jours plus tard, lors du conseil de surveillance, la question est revenue sur le tapis et le directeur a parlé de fusion sans rentrer dans les détails », poursuit l'élue syndical, qui souhaite porter le débat sur la place publique. « Le sujet est trop important pour être confié à des technocrates, d'autant qu'à Quimper les professionnels sur le terrain y sont hostiles », précise ce dernier. « Il y a 29 CHU en France et leur nombre va être réduit. Brest est à la 22^e place. En se mariant avec Quimper, il arriverait à la neuvième place et sauverait ainsi sa tête », analyse Jean-Paul Sénéchal.

Lourd de conséquences

Pour les représentants syndicaux, ce projet de fusion, qui pourrait se faire dans un délai relativement bref pour couper court aux réactions des quelque 9.000 agents concernés sur les deux sites, serait lourd de conséquences. Le syndicat estime que 50 à 80 emplois seraient menacés à Quimper et que la fusion aurait aussi des répercussions sur l'établissement brestoïis ainsi que sur les autres hôpitaux du département.

À Morlaix, la mise en place des groupements hospitaliers de territoire (GHT) prévus par la loi Santé de Marisol Touraine suscite déjà des craintes concernant le maintien de certains services tels que la réanimation ou l'unité de soins intensifs cardiologiques. « Par rapport à la situation déficitaire des établissements et le rééquilibrage qui doit se faire au sein du GHT, on a également des inquiétudes pour la maternité, où on réalise 600 accouchements, alors que le seuil de rentabilité est de 1.200. Demain, le GHT, qui va être mis en place dans le Nord-Finistère, pourra faire des transferts d'activité. Or, on sait que la maternité du CHRU de Brest n'atteint pas son seuil », indique Francis Landouar, délégué Sud Santé à Morlaix.